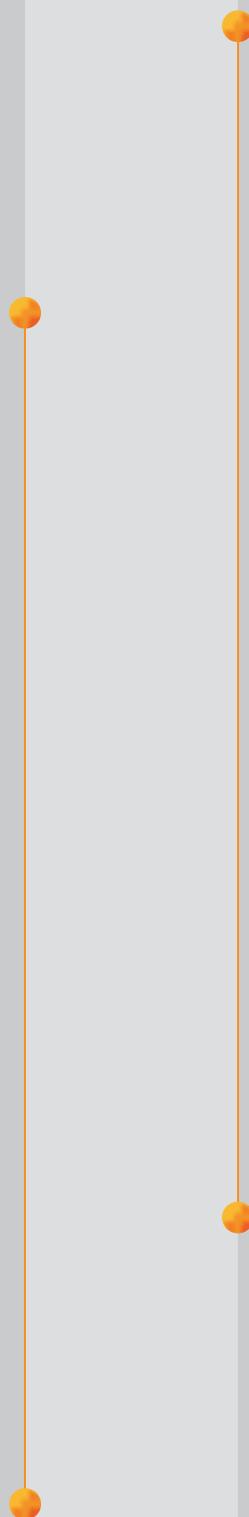


RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

2013



MERSEN

Rapport financier semestriel 2013

	page
1 Rapport de gestion	3
2 Comptes consolidés	9
3 Annexes	17
4 Rapport des Commissaires aux comptes	41
5 Attestation du responsable	43

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

→ Chiffre d'affaires

Mersen a réalisé au premier semestre 2013 un chiffre d'affaires consolidé de 377,0 millions d'euros, en ligne à périmètre et changes constants avec celui réalisé au deuxième semestre 2012 et en repli de 9,1 % par rapport au premier semestre 2012. La situation s'est améliorée au cours du semestre avec un deuxième trimestre en progression séquentielle de 2,1 % à périmètre et changes constants par rapport au premier trimestre.

Le semestre a été marqué par un contexte économique toujours morose en Europe dans les industries de procédés et le solaire. En revanche, le Groupe continue à bénéficier sur cette zone du

contrat SABIC et de la bonne tenue du secteur des transports ce qui permet de limiter la baisse à 2,8 %.

En Asie, la décroissance s'explique en grande partie par le déplacement de facturations du 1^{er} semestre 2012 pour le marché de la chimie de cette zone vers l'Europe, l'Amérique du Nord et le Moyen-Orient. La zone continue par ailleurs à être affectée par le ralentissement du marché du solaire ainsi que par la non récurrence de livraisons de produits éoliens de première monte. Cependant, les ventes sur cette zone sont en progression de plus de 5 % au deuxième trimestre par rapport au premier trimestre.

En Amérique, la baisse est limitée à 3 % avec un ralentissement des industries de procédés et une bonne tenue de l'activité sur les autres marchés.

(En millions d'euros)	S1 2013	S1 2012 retraité ⁽¹⁾	croissance totale	croissance organique	S1 2012 publié
Pôle Matériaux (SMA)	153,6	176,5	-13,0 %	-12,6 %	184,3
Pôle Electrique (SCE)	223,4	242,8	-8,0 %	-6,6 %	242,8
TOTAL GROUPE	377,0	419,3	-10,1 %	-9,1 %	427,1
Europe	142,7	146,6	-2,8 %	-2,8 %	150,7
Asie-Pacifique	78,1	109,8	-28,9 %	-26,9 %	111,1
Amérique du Nord	136,3	142,4	-4,3 %	-3,0 %	142,4
Reste du Monde	19,9	20,5	-2,6 %	-3,9 %	22,9
TOTAL GROUPE	377,0	419,3	-10,1 %	-9,1 %	427,1

(1) Chiffre d'affaires retraité des activités destinées à être cédées.

Les ventes dans le pôle Matériaux sont en décroissance de -12,6 % à périmètre et changes constants. Ce repli provient du ralentissement du marché du solaire avec notamment une baisse des livraisons aux fabricants de polysilicium. Hors solaire, la baisse organique serait limitée à -2,1 %. Le pôle Matériaux bénéficie de la poursuite de livraisons importantes pour la chimie.

L'activité en aéronautique poursuit sa croissance, portée par la hausse des cadences de production. En revanche, les industries de procédés sont en repli.

La baisse d'activité dans le pôle Electrique est de -6,6 % à périmètre et changes constants. Ce repli a principalement concerné les industries de procédés en Europe. Les ventes à destination du marché des transports ferroviaires sont stables par rapport à la même période l'année dernière tandis que le secteur de l'éolien est en repli en raison de la non récurrence de contrats de première monte. En fin de semestre, on constate une reprise de la demande en Amérique du Nord comme en Asie, particulièrement au Japon.

1

→ Ebitda et résultat opérationnel courant

(En millions d'euros)	S1 2013	S1 2012 retraité ⁽¹⁾	S1 2012 publié
Résultat opérationnel courant ⁽²⁾	30,6	46,9	44,4
Dépréciation et amortissement	20,4	19,6	19,8
Ebitda	51,0	66,5	64,2
en % du chiffre d'affaires	13,5 %	15,9 %	15,0 %

L'Ebitda⁽³⁾ du Groupe a atteint 51,0 millions d'euros au premier semestre 2013, en retrait de 23 % par rapport à la même période de 2012 retraité.

La marge d'Ebitda s'est élevée à 13,5 %, en baisse de 2,4 points par rapport à l'année dernière. Cette moindre marge s'explique pour 3,9 points par un niveau d'activité en repli (à périmètre et change constants) et par un mix produit défavorable. L'impact

de la baisse des prix pèse pour 0,6 point. Ces deux effets ont été partiellement compensés par le plan de productivité et de maîtrise des coûts fixes.

La marge opérationnelle courante a connu la même tendance. Elle s'est élevée à 8,1 % du chiffre d'affaires en repli de 3,1 points par rapport à 2012 retraité.

(En millions d'euros)	S1 2013	S1 2012 retraité ⁽¹⁾	Évolution	S1 2012 publié
Chiffre d'affaires	377,0	419,3	-10,0 %	427,1
Marge brute	110,5	129,2	-14,5 %	129,2
en % du CA	29,3 %	30,8 %		30,3 %
Frais commerciaux et autres	(38,2)	(39,0)	-2,3 %	(40,6)
Frais administratifs et de R&D	(41,7)	(43,3)	-3,4 %	(44,2)
Frais fixes totaux (hors production)	(79,9)	(82,3)	-2,9 %	(84,8)
Résultat opérationnel courant	30,6	46,9	-34,8 %	44,4
en % du CA	8,1 %	11,2 %		10,4 %

La marge brute est en retrait, du fait de la moindre absorption de coûts fixes de production (notamment des amortissements) liée au repli de l'activité.

Les frais fixes hors production sont en baisse à la suite de la mise en œuvre des plans d'adaptation.

(1) Les données publiées au titre de l'exercice 2012 ont été retraitées pour tenir compte de l'application de la norme IAS 19 révisée (avantages du personnel) et de la décision de cession fin 2012 de certaines activités non rentables du pôle Matériaux (SMA).

(2) Suivant la définition 2009.R.03 du CNC.

(3) Résultat opérationnel courant + amortissements.

→ Résultat net

Le résultat net consolidé part du Groupe s'établit à 11,5 millions d'euros contre 23,0 millions d'euros pour la même période en 2012 en données retraitées.

(En millions d'euros)	S1 2013	S1 2012 retraité ⁽¹⁾	S1 2012 publié
Résultat opérationnel courant	30,6	46,9	44,4
Charges et produits non courants	(4,4)	(2,3)	(2,4)
Amortissement et dépréciation des actifs incorporels réévalués	(0,6)	(0,4)	(0,4)
Résultat opérationnel	25,6	44,2	41,6
Résultat financier	(5,6)	(6,6)	(6,6)
Impôts sur les résultats	(6,3)	(11,9)	(11,7)
Résultat net des activités poursuivies	13,7	25,7	23,3
Résultat des activités cédées ou interrompues	(1,7)	(2,3)	(0,4)
Résultat net consolidé	12,0	23,4	22,9
Résultat net part du Groupe	11,5	23,0	22,5

(1) Les données publiées au titre de l'exercice 2012 ont été retraitées pour tenir compte de l'application de la norme IAS 19 révisée (avantages du personnel) et de la décision de cession fin 2012 de certaines activités non rentables du pôle Matériaux (SMA).

Les principaux postes du compte de résultat net consolidé s'analysent comme suit :

- Les charges et produits non courants s'élèvent à 4,4 millions d'euros et concernent pour l'essentiel des frais de restructurations liés aux plans d'adaptation.
- Le montant des amortissements des actifs incorporels réévalués est de -0,6 million d'euros.
- Le résultat financier net de Mersen a atteint -5,6 millions d'euros ce semestre, en retrait par rapport au 1^{er} semestre 2012 grâce à une baisse de l'endettement net moyen à changes constants de 18 millions d'euros.
- La charge d'impôt ressort à 6,3 millions d'euros pour le semestre, soit un taux effectif d'impôt de 31 % (33 % au 1^{er} semestre 2012).
- Le résultat des activités cédées ou interrompues s'élève à -1,7 million d'euros. Il inclut la contribution des activités d'équipements chaudronnés métalliques à destination du marché du nucléaire, des échangeurs à plaques métalliques et des agitateurs pour le 1^{er} semestre 2013, activités dont le projet de cession a été annoncé en février 2013. Le 8 juillet 2013, Mersen a annoncé la cession de l'activité d'équipements chaudronnés métalliques à destination du marché du nucléaire au groupe Nawi.

CASH ET ENDETTEMENT

→ Tableau simplifié des flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	S1 2013	S1 2012 retraité ⁽¹⁾	S1 2012 publié
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant BFR	47,0	62,9	61,2
Variation du besoin en fonds de roulement	(12,1)	(5,3)	(7,8)
Variation des impôts	(11,7)	(13,7)	(13,7)
Flux de trésorerie des activités arrêtées	(6,4)	(4,2)	--
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles	16,8	39,7	39,7
Cash-flow d'investissements industriels	(12,1)	(14,7)	(14,7)
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles poursuivies après investissement industriels	4,7	25,0	25,0
Variation de périmètre	0,7	(26,9)	(26,9)
Cession d'immobilisations et autres	0,4	(0,7)	(0,7)
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles et d'investissements	5,8	(2,6)	(2,6)
Intérêts payés	(5,6)	(6,3)	(6,3)
Dividendes versés	(0,4)	(0,1)	(0,1)
Augmentation de capital et autres	(3,8)		
Flux de trésorerie net avant variation d'endettement	(4,0)	(9,0)	(9,0)

(1) Les données publiées au titre de l'exercice 2012 ont été retraitées pour tenir compte de l'application de la norme IAS 19 révisée (avantages du personnel) et de la décision de cession fin 2012 de certaines activités non rentables du pôle Matériaux (SMA).

Le flux de trésorerie opérationnel net provenant des activités opérationnelles est en baisse par rapport au premier semestre 2012 du fait d'un impact temporaire défavorable sur le séquençage des flux cash sur l'affaire SABIC. En outre, l'augmentation du poste clients est liée à la saisonnalité du chiffre d'affaires.

Les investissements industriels s'élèvent à 12,1 millions d'euros et concernent le pôle matériaux pour environ 60 % (capacités de transformation de graphite).

Le rachat d'actions propres réalisé par le Groupe en mai 2013 a compté pour 3,8 millions d'euros.

→ Bilan

L'endettement net au 30 juin 2013 atteint 242,8 millions d'euros, proche de celui enregistré à fin 2012 où il atteignait 241,5 millions d'euros.

Le Groupe maintient une structure financière solide : le ratio d'endettement net sur Ebitda (« leverage ») s'établit à 2,33* (contre 2,07* à fin 2012) et le ratio d'endettement net sur fonds propres (« gearing ») à 47 %*, vs 45 %* à fin 2012.

	30 juin 2013	31 déc. 2012
Endettement net total (en millions d'euros)	242,8	241,5
Endettement net/fonds propres*	0,47	0,45
Endettement net/Ebitda*	2,33	2,07

L'application de la révision de la norme IAS 19 « Avantages au personnel » a eu les impacts principaux suivants sur les comptes au 31 décembre 2012 :

- Augmentation des engagements pour retraites de 40,9 millions d'euros.
- Baisse des capitaux propres de 28,4 millions d'euros.

ÉVOLUTION RÉCENTE ET PERSPECTIVES 2013

→ Evolution récente

Le 8 juillet 2013, Mersen a annoncé la cession de son activité du site de Grésy-sur-Aix au Groupe Nawi, spécialisé dans la chaudronnerie nucléaire.

→ Perspectives

Le Groupe confirme ses prévisions pour l'année 2013, telles que publiées fin juillet, c'est-à-dire :

- un chiffre d'affaires en retrait de l'ordre de 5 % à périmètre et changes constants,
- une marge d'EBITDA entre 13 % et 13,5 %,
- une marge opérationnelle courante entre 8 % et 8,5 %.

* Selon calcul des covenants des placements privés de 100 MUSD émis en novembre 2011 et du crédit syndiqué Groupe renouvelé en juillet 2012.

ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU COURS DES DEUX DERNIÈRES ANNÉES

Les principales modifications de périmètre ayant affecté les comptes consolidés en 2012 et en 2013 sont les suivantes :

■ au cours de l'exercice 2012 :

- la société française Eldre SAS acquise à 100 % par Mersen France SB S.A.S est entrée dans le périmètre de consolidation au 1^{er} janvier 2012.
- la société américaine Eldre Corporation acquise à 100 % par Mersen USA Holding Corp. est entrée dans le périmètre de consolidation au 1^{er} janvier 2012.
- la société Mersen Colombia est entrée dans le périmètre de consolidation au 1^{er} janvier 2012.
- la société Mersen Maroc S.A.R.L est entrée dans le périmètre de consolidation au 1^{er} janvier 2012.

■ au cours du premier semestre 2013 :

- la société Mersen Schweiz AG est entrée dans le périmètre de consolidation au 1^{er} janvier 2013.

L'établissement de comptes proforma ne se justifie pas compte tenu du caractère non significatif de ces évolutions de périmètre.

Activités destinées à être cédées : activités non stratégiques du pôle Systèmes et Matériaux Avancés

En décembre 2012, le Groupe a décidé de céder certaines activités non rentables provenant d'acquisitions réalisées au cours des dix dernières années, afin de se recentrer sur ses cœurs de métiers.

Ces activités sont présentées conformément à la norme IFRS 5 et les comptes au 30 juin 2012 sont présentés retraités.

NORMES IFRS

2

En application du Règlement européen n° 1606-2002 qui s'applique aux comptes consolidés des sociétés européennes cotées et du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne, les comptes

consolidés du groupe Mersen sont publiés, depuis une première application sur l'exercice 2005, suivant les normes comptables internationales IFRS.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

<i>En millions d'euros</i>	Note	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité (*)
ACTIVITES POURSUIVIES			
Chiffre d'affaires consolidé	12	377,0	419,3
Coûts des produits vendus		(266,5)	(290,1)
Marge brute totale		110,5	129,2
Charges commerciales		(38,0)	(38,9)
Frais administratifs centraux et de recherche		(41,7)	(43,3)
Autres charges d'exploitation		(0,2)	(0,1)
Résultat opérationnel courant	12	30,6	46,9
Charges non courantes	11	(5,5)	(2,3)
Produits non courants	11	1,1	0,0
Amortissement des actifs incorporels réévalués		(0,6)	(0,4)
Résultat opérationnel	12	25,6	44,2
Charges financières		(5,6)	(6,6)
Produits financiers		0,0	0,0
Résultat financier		(5,6)	(6,6)
Résultat courant avant impôt		20,0	37,6
Impôts courants et différés	14	(6,3)	(11,9)
Résultat des activités poursuivies		13,7	25,7
Résultat net des activités destinées à être cédées ou arrêtées	3	(1,7)	(2,3)
Résultat		12,0	23,4
Attribuable aux :			
- Propriétaires de la Société		11,5	23,0
- Participation ne donnant pas le contrôle		0,5	0,4
RESULTAT DE LA PERIODE		12,0	23,4
Résultat par action	15		
Résultat de base par action (<i>en euros</i>)		0,57	1,13
Résultat dilué par action (<i>en euros</i>)		0,55	1,09
Résultat par action des activités poursuivies			
Résultat de base par action (<i>en euros</i>)		0,65	1,25
Résultat dilué par action (<i>en euros</i>)		0,63	1,21
Résultat par action des activités destinées à être cédées ou arrêtées			
Résultat de base par action (<i>en euros</i>)		(0,09)	(0,12)
Résultat dilué par action (<i>en euros</i>)		(0,08)	(0,11)

(*) Le compte de résultat au 30 juin 2012 a été retraité pour tenir compte de l'application de la norme IAS 19 révisée (avantages du personnel) et de la décision de cession fin 2012 de certaines activités non rentables du pôle Systèmes et Matériaux Avancés (note 2 e).

ÉTAT RÉSUMÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

<i>En millions d'euros</i>	Note	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité (*)
RÉSULTAT DE LA PERIODE		12,0	23,4
Eléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat			
Réévaluations du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies (engagements du personnel)		11,3	(12,1)
Charge/produit d'impôt sur éléments qui ne seront pas reclassés en résultat		(3,9)	3,9
		7,4	(8,2)
Eléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat			
Variation de la juste valeur des instruments de couverture		(0,7)	(0,1)
Variation des postes du bilan liée au cours de change de fin de période		(1,0)	7,5
Charge/produit d'impôt sur éléments susceptibles d'être reclassés en résultat		0,2	(0,1)
		(1,5)	7,3
PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		5,9	(0,9)
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES AU TITRE DE LA PERIODE		17,9	22,5
Attribuable aux :			
- Propriétaires de la Société		17,4	22,0
- Participation ne donnant pas le contrôle		0,5	0,5
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES AU TITRE DE LA PERIODE		17,9	22,5

(*) L'état résumé du résultat global au 30 juin 2012 a été retraité pour tenir compte de l'application de la norme IAS 19 révisée (avantages du personnel) et de la décision de cession fin 2012 de certaines activités non rentables du pôle Systèmes et Matériaux Avancés (note 2 e).

ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE

Actif

En millions d'euros	Note	30 juin 2013	31 déc. 2012 retraité (*)
ACTIF NON COURANT			
Immobilisations incorporelles			
- Goodwill	4 et 5	269,4	269,7
- Autres immobilisations incorporelles		39,1	40,1
Immobilisations corporelles			
- Terrains	4 et 5	29,1	29,4
- Constructions		64,3	62,7
- Installations techniques, matériels industriels et autres immobilisations corporelles		185,1	189,4
- Immobilisations en cours		25,2	30,3
Actifs financiers non courants			
- Titres de participation		3,3	3,3
- Dérivés non courants		0,1	0,0
- Autres actifs financiers		3,3	7,0
Actifs non courants d'impôts			
- Impôts différés actifs	14	34,8	32,2
- Impôts courants part long terme		5,3	3,7
TOTAL ACTIF NON COURANT		659,0	667,8
ACTIF COURANT			
- Stocks		171,6	173,6
- Clients et comptes rattachés		124,0	112,3
- Autres créances d'exploitation		18,4	14,4
- Impôts courants court terme		11,0	7,6
- Autres actifs courants			
- Actifs financiers courants	9	9,5	7,0
- Dérivés courants		1,2	1,7
- Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	19,6	21,4
- Actifs détenus en vue de leur cession/arrêt	3	8,2	5,6
TOTAL ACTIF COURANT		363,5	343,6
TOTAL ACTIF		1 022,5	1 011,4

(*) L'état de situation financière au 31 décembre 2012 a été retraité pour tenir compte de l'application de la norme IAS 19 révisée (avantages du personnel) (note 2 e).

Passif

<i>En millions d'euros</i>	Note	30 juin 2013	31 déc. 2012 retraité (*)
CAPITAUX PROPRES			
- Capital	6	40,8	40,7
- Réserves		467,7	467,3
- Résultat net de l'exercice		11,5	6,5
- Écarts de conversion		(26,8)	(25,8)
CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE MERSEN		493,2	488,7
- Participations ne donnant pas le contrôle		10,5	10,5
CAPITAUX PROPRES		503,7	499,2
PASSIF NON COURANT			
- Provisions non courantes	7	0,8	0,7
- Avantages du personnel	8	65,5	77,1
- Impôts différés passifs	14	23,4	19,7
- Emprunt à long et moyen terme	9	217,2	234,3
- Dérivés non courants		1,1	1,9
TOTAL PASSIF NON COURANT		308,0	333,7
PASSIF COURANT			
- Fournisseurs et comptes rattachés		58,7	60,5
- Autres passifs d'exploitation		61,2	58,7
- Provisions courantes	7	3,5	2,6
- Impôts courants court terme		8,6	6,8
- Passifs divers	7	11,7	2,1
- Autres passifs financiers courants	9	12,8	10,3
- Dérivés courants		1,5	0,7
- Comptes courants financiers	9	0,8	0,0
- Concours bancaires courants	9	41,1	25,3
- Passifs associés aux actifs détenus en vue de leur cession/arrêt	3	10,9	11,5
TOTAL PASSIF COURANT		210,8	178,5
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		1 022,5	1 011,4

(*) L'état de situation financière au 31 décembre 2012 a été retraité pour tenir compte de l'application de la norme IAS 19 révisée (avantages du personnel) (note 2 e).

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En millions d'euros	Attribuables aux actionnaires de Mersen				Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
	Capital	Primes et réserves	Résultats	Écart de conversion			
SOLDE AU 1^{ER} JANVIER 2012 ANTÉRIEUREMENT PUBLIÉ	40,6	455,8	56,9	(20,8)	532,5	10,4	542,9
Résultat N-1		56,9	(56,9)		0,0		0,0
Résultat de la période			22,5		22,5	0,4	22,9
Variation de la juste valeur des instruments dérivés de couverture, nets d'impôts		(0,2)			(0,2)		(0,2)
Écart de conversion				7,4	7,4	0,1	7,5
TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	0,0	(0,2)	0,0	7,4	7,2	0,1	7,3
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL DE LA PÉRIODE PUBLIÉ	0,0	(0,2)	22,5	7,4	29,7	0,5	30,2
Résultat de la période retraité IAS 19 révisé			0,5		0,5		0,5
Réévaluations du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies après impôt			(8,2)		(8,2)		(8,2)
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL DE LA PÉRIODE RETRAITÉ	0,0	(0,2)	14,8	7,4	22,0	0,5	22,5
Dividendes distribués		(20,3)			(20,3)	(0,1)	(20,4)
Augmentation de capital					0,0		0,0
Frais sur augmentation de capital					0,0		0,0
Actions auto détenues		1,0			1,0		1,0
Variation de minoritaires					0,0		0,0
Autres éléments					0,0		0,0
SOLDE AU 30 JUIN 2012	40,6	493,2	14,8	(13,4)	535,2	10,8	546,0
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2012 PUBLIÉ	40,7	496,6	5,6	(25,8)	517,1	10,5	527,6
Réévaluations du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies après impôt		(29,3)	0,9		(28,4)		(28,4)
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2012 RETRAITÉ	40,7	467,3	6,5	(25,8)	488,7	10,5	499,2
Résultat N-1		6,5	(6,5)		0,0		0,0
Résultat de la période			11,5		11,5	0,5	12,0
Variation de la juste valeur des instruments dérivés de couverture, nets d'impôts		(0,5)			(0,5)		(0,5)
Écart de conversion				(1,0)	(1,0)		(1,0)
TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	0,0	(0,5)	0,0	(1,0)	(1,5)	0,0	(1,5)
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL DE LA PÉRIODE	0,0	(0,5)	11,5	(1,0)	10,0	0,5	10,5
Réévaluations du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies après impôt		7,4			7,4		7,4
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL DE LA PÉRIODE RETRAITÉ	0,0	6,9	11,5	(1,0)	17,4	0,5	17,9
Dividendes non encore versés		(9,0)			(9,0)	(0,4)	(9,4)
Augmentation de capital	0,1				0,1		0,1
Frais sur augmentation de Capital					0,0		0,0
Actions auto détenues - S. Option - AGA		(3,9)			(3,9)		(3,9)
Autres éléments		(0,1)			(0,1)	(0,1)	(0,2)
SOLDE AU 30 JUIN 2013	40,8	467,7	11,5	(26,8)	493,2	10,5	503,7

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

En millions d'euros	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité (*)
Résultat avant impôts	20,0	37,2
Amortissements	20,4	19,7
Dotations (reprises) de provisions	1,7	(0,5)
Résultat financier	5,6	6,5
Plus ou moins-value de cession d'actifs	0,1	0,0
Autres	(0,8)	0,0
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variation du BFR	47,0	62,9
Variation du besoin en fonds de roulement	(12,1)	(5,3)
Impôts sur le résultat payés	(11,7)	(13,7)
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles poursuivies	23,2	43,9
Flux de trésorerie opérationnels des activités arrêtées	(6,4)	(4,2)
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles	16,8	39,7
Activités d'investissements		
Immobilisations incorporelles	(0,3)	(0,2)
Immobilisations corporelles	(11,0)	(16,5)
Actifs financiers	0,0	(0,9)
Variation de périmètre	0,7	(26,9)
Autres variations des flux des activités d'investissement	(0,4)	2,2
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements poursuivies	(11,0)	(42,3)
Flux de trésorerie d'investissement des activités arrêtées	0,0	0,0
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements	(11,0)	(42,3)
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles et d'investissements	5,8	(2,6)
Augmentation de capital reçue et autres variations des capitaux propres	(3,8)	0,0
Dividendes nets versés aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle	(0,4)	(0,1)
Intérêts payés	(5,6)	(6,3)
Variation de l'endettement (note 9)	2,2	(4,9)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	(7,6)	(11,3)
Variation de trésorerie	(1,8)	(13,9)
Trésorerie à l'ouverture (note 9)	21,4	52,2
Trésorerie à la clôture (note 9)	19,6	39,4
Variation de périmètre	(0,2)	(0,8)
Incidence des variations monétaires	0,2	(0,3)
VARIATION DE TRÉSORERIE	(1,8)	(13,9)

(*) Le tableau de flux de trésorerie au 30 juin 2012 a été retraité pour tenir compte de l'application de la norme IAS 19 révisée (avantages du personnel) et de la décision de cession fin 2012 de certaines activités non rentables des Systèmes et Matériaux Avancés (note 2 e).

SOMMAIRE DES NOTES ANNEXES



Note n° 1	DÉCLARATION DE CONFORMITÉ	18
Note n° 2	PRINCIPES ET MÉTHODES	18
Note n° 3	ACTIVITÉS DESTINÉES À ÊTRE CÉDÉES OU ARRÊTÉES	25
Note n° 4	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	26
Note n° 5	TEST DE PERTE DE VALEUR DES ACTIFS	26
Note n° 6	CAPITAUX PROPRES	27
Note n° 7	PROVISIONS, PASSIFS ÉVENTUELS ET PASSIFS DIVERS	28
Note n° 8	AVANTAGES DU PERSONNEL	29
Note n° 9	ENDETTEMENT NET	30
Note n° 10	INSTRUMENTS FINANCIERS	33
Note n° 11	AUTRES CHARGES ET PRODUITS NON COURANTS	34
Note n° 12	INFORMATION SECTORIELLE	35
Note n° 13	CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS	37
Note n° 14	IMPÔTS	37
Note n° 15	RÉSULTAT PAR ACTION	39
Note n° 16	DIVIDENDES	39
Note n° 17	ENGAGEMENTS HORS BILAN	39
Note n° 18	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	40
Note n° 19	ARRÊTÉ DES COMPTES	40

Note n° 1 Déclaration de conformité

Conformément au Règlement CE N° 1606/2002 du 19 juillet 2002, qui s'applique aux comptes consolidés des sociétés européennes cotées sur un marché réglementé, et du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne, les comptes consolidés de Mersen et de ses filiales (le « Groupe ») sont établis suivant les normes comptables internationales IFRS (*International Financial Reporting Standards*).

Les normes et interprétations d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2013 sont indiquées note n° 2.

Les options retenues par le Groupe sont indiquées dans la note n°2 du document de référence 2012.

Les états financiers consolidés intermédiaires au 30 juin 2013 ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS 34 – Information Financière Intermédiaire. Ils ne comprennent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour les exercices clos le 31 décembre 2012, disponibles à l'adresse web www.mersen.com.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2013 ont été préparés en appliquant les principes de comptabilisation et d'évaluation des transactions formulés dans les normes IFRS adoptées dans l'Union Européenne à cette date.

Note n° 2 Principes et méthodes

Les méthodes comptables décrites dans les principes et méthodes figurant dans le document de référence 2012 ont été appliquées de façon constante sur toutes les périodes présentées dans les états financiers consolidés et ont été appliquées systématiquement par toutes les entités du Groupe à l'exception du changement de méthode décrit en note n°2.

Utilisation d'estimations

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, la détermination de certaines données figurant dans les états financiers nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations, en particulier pour la détermination des provisions et la réalisation des tests de valeur. Ces hypothèses, estimations ou appréciations sont établies sur la base des informations disponibles ou des situations existantes à la date d'arrêté des comptes. Ces estimations et hypothèses sont effectuées sur la base d'une expérience passée et de divers autres facteurs. Le contexte actuel de forte dégradation de l'environnement économique et financier rend difficile l'appréhension des perspectives d'activité. Il est possible que les montants effectifs se révèlent ultérieurement différents des estimations et des hypothèses retenues.

La réalisation effective de certains événements postérieurement à la date d'arrêté des comptes pourrait s'avérer différente des hypothèses, estimations et appréciations retenues dans ce cadre.

Recours à des appréciations du management dans l'application des normes comptables du Groupe

Mersen peut être amené à procéder à des estimations et à retenir des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges ainsi que les informations relatives aux éléments d'actif et de passif latents. Les résultats futurs sont susceptibles de diverger sensiblement par rapport à ces estimations.

Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés

comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'effet des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

La note n° 3 est relative aux actifs nets destinés à être cédés et arrêtés ; la perte de valeur sur ces actifs a été calculée en comparant la valeur nette de ces actifs et passifs à la meilleure estimation de leur valeur de réalisation.

La note n° 5 est relative aux tests de dépréciation des *goodwill* et autres actifs immobilisés. La Direction du Groupe a procédé aux tests sur la base des meilleures anticipations de l'évaluation future de l'activité des unités concernées et compte tenu du taux d'actualisation.

Les notes n° 7 et 8 relatives aux provisions et engagements sociaux décrivent les provisions constituées par Mersen. Dans la détermination de ces provisions, le Groupe a pris en compte la meilleure estimation de ces engagements.

La note n° 14 relative à la charge fiscale restitue la situation fiscale du Groupe et repose notamment en France et en Allemagne sur la meilleure estimation qu'a le Groupe de l'évolution des résultats fiscaux futurs.

L'ensemble de ces estimations repose sur un processus organisé de collecte d'informations prévisionnelles sur les flux futurs avec validation par les responsables opérationnels, ainsi que sur des anticipations de données de marchés fondées sur des indicateurs externes et utilisés selon des méthodologies constantes et formalisées.

Changement de méthodes comptables

Le Groupe a adopté les normes et amendements suivants, y compris tout amendement corrélatif aux autres normes dont la date de première application est au 1^{er} janvier 2013.

IFRS 10 « États financiers consolidés » (2011) IFRS 11 « Partenariats » (voir (a))

IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur » (voir (b))

« Présentation des autres éléments du résultat global » (amendement à IAS 1) (voir (c))

IAS 19 « Avantages du personnel » (2011) (voir (d))

La nature et l'effet des changements sont détaillés ci-dessous.

a) Filiales et partenariats

IFRS 10 introduit un modèle de contrôle unique pour déterminer si une entité faisant l'objet d'un investissement doit être consolidée. Selon IFRS 11, la forme d'un partenariat, bien que restant un élément important à considérer, n'est plus le facteur essentiel pour sa qualification comptable et donc pour sa comptabilisation ultérieure.

Ces changements n'ont pas conduit le Groupe à réviser ses conclusions quant à son périmètre de consolidation et à modifier la comptabilisation de certaines de ses entités.

b) Évaluation de la juste valeur

IFRS 13 établit un cadre unique pour l'évaluation de la juste valeur et les informations à fournir relatives à cette évaluation, lorsque d'autres IFRS la rendent nécessaire ou la permettent. Selon la norme, la définition unique de la juste valeur est le prix d'une transaction normale de vente d'un actif ou de transfert d'un passif, conclue entre des intervenants du marché à la date d'évaluation dans les conditions actuelles du marché. La norme remplace et développe les informations à fournir sur l'évaluation à la juste valeur des autres IFRS, dont IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir ». Certaines de ces informations, en ce qui concerne les instruments financiers, sont nécessaires à l'établissement des états financiers intermédiaires. Le Groupe a donc inclus des informations supplémentaires (voir note 10).

Conformément aux dispositions transitoires d'IFRS 13, le Groupe a appliqué les nouvelles dispositions sur l'évaluation à la juste valeur de manière prospective, et n'a pas produit de données comparatives pour les nouvelles informations à fournir. Par conséquent, les modifications n'ont pas eu d'impact significatif sur l'évaluation des actifs et passifs du Groupe.

c) Présentation des autres éléments du résultat global

Suite à l'amendement d'IAS 1, le Groupe a modifié la présentation des autres éléments du résultat global dans l'état résumé du résultat net et des autres éléments du résultat global, afin de présenter les éléments devant être reclassés dans le résultat net séparément des éléments qui ne le seront jamais. Les informations comparatives ont également été présentées de la même manière.

L'adoption de l'amendement d'IAS 1 n'a pas eu d'impact sur les actifs et passifs comptabilisés, et le résultat global du Groupe.

d) Régimes à prestations définies

- Les amendements à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », ont été publiés par l'IASB le 16 juin 2011 et adoptés par l'UE le 5 juin 2012. Ces amendements sont d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2013, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2012. Les principaux impacts pour le Groupe sont les suivants :
- La suppression du corridor relative à la comptabilisation dans le résultat de l'exercice de l'amortissement des pertes et gains actuariels des régimes d'avantages au personnel à prestations définies : ainsi, les pertes et gains actuariels non encore comptabilisés au 31/12/2011 ont été comptabilisés en contrepartie des capitaux propres consolidés au 1^{er} janvier 2012 ;
- En outre, les pertes et gains actuariels générés postérieurement au 1^{er} janvier 2012 sont immédiatement reconnus en autres éléments du résultat global et ne seront jamais recyclés en résultat. Ainsi, les états financiers consolidés de l'exercice 2012 ont été ajustés de l'annulation de l'amortissement des pertes et gains actuariels en charge de personnel, et de la comptabilisation des pertes et gains actuariels générés en 2012 en OCI (Other Comprehensive Income/Éléments du résultat global) non recyclables.
- Le coût des services passés résultant de la modification ou de la réduction de régime intervenues à compter du 1^{er} janvier 2012 est intégralement comptabilisé en résultat. Ainsi, les coûts des services passés non encore amortis au 31 décembre 2011 ont été comptabilisés en contrepartie des capitaux propres consolidés au 1^{er} janvier 2012.
- Le rendement attendu des actifs de couverture est évalué en utilisant le taux d'actualisation retenu pour l'évaluation des engagements.

La suppression de la méthode du corridor et des autres mécanismes d'étalement retenus jusqu'ici par le Groupe ont un impact matériel sur les avantages du personnel et les capitaux propres du Groupe au bilan.

Les effets du retraitement des principaux indicateurs 2012 sont :

- une baisse des capitaux propres au 31 décembre 2012 de 28,4 millions d'euros ; et
- une hausse du résultat net de l'exercice 2012 de 0,9 million d'euros (0,5 million d'euros au 30 juin 2012) avec une hausse du résultat opérationnel 2012 de 1,4 million d'euros (0,7 million d'euros au 30 juin 2012).

L'application rétrospective des amendements à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », a conduit au retraitement des états financiers consolidés de l'exercice 2012 à des fins de comparaison. Les impacts détaillés y afférents sont présentés dans la note 2 e.

e) Résumé de l'impact quantitatif des changements de méthode

Les tableaux suivants récapitulent les impacts significatifs suite aux changements de méthodes comptables sur la situation financière, le résultat global et les flux de trésorerie du Groupe.

Les états financiers retraités ont été impactés d'un seul changement de méthode, celui relatif à IAS 19 révisé. Le résultat global et les flux de trésorerie ont également été retraités, en application de la norme IFRS 5, des activités non rentables du pôle Systèmes et Matériaux Avancés que le Groupe a décidé fin 2012 de sortir afin de se recentrer sur ses cœurs de métiers (cf. note 3).

Passage du résultat juin 2012 publié à retraité

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2012 retraité	IFRS 5	IAS 19 révisé	30 juin 2012 publié
ACTIVITES POURSUIVIES				
Chiffre d'affaires consolidé	419,3	(7,8)		427,1
Coûts des produits vendus	(290,1)	7,1	0,7	(297,9)
Marge brute totale	129,2	(0,7)	0,7	129,2
Charges commerciales	(38,9)	1,6		(40,5)
Frais administratifs centraux et de recherche	(43,3)	0,9		(44,2)
Autres charges d'exploitation	(0,1)	0,0		(0,1)
Résultat opérationnel courant	46,9	1,8	0,7	44,4
Charges non courantes	(2,3)	0,1		(2,4)
Produits non courants	0,0	0,0		0,0
Amortissement des actifs incorporels réévalués	(0,4)	0,0		(0,4)
Résultat opérationnel	44,2	1,9	0,7	41,6
Charges financières	(6,6)	0,0		(6,6)
Produits financiers	0,0	0,0		0,0
Coût du financement	(6,6)	0,0		(6,6)
Résultat financier	(6,6)	0,0	0,0	(6,6)
Résultat courant avant impôt	37,6	1,9	0,7	35,0
Impôts courants et différés	(11,9)	0,0	(0,2)	(11,7)
Résultat des activités poursuivies	25,7	1,9	0,5	23,3
Résultat net des activités destinées à être cédées ou arrêtées	(2,3)	(1,9)		(0,4)
Résultat	23,4	0,0	0,5	22,9
Attribuable aux :				
- Propriétaires de la Société	23,0	0,0	0,5	22,5
- Participation ne donnant pas le contrôle	0,4	0,0		0,4
RESULTAT DE LA PERIODE	23,4	0,0	0,5	22,9
Résultat par action				
Résultat de base par action (<i>en euros</i>)	1,13			1,11
Résultat dilué par action (<i>en euros</i>)	1,09			1,07
Résultat par action des activités poursuivies				
Résultat de base par action (<i>en euros</i>)	1,25			1,13
Résultat dilué par action (<i>en euros</i>)	1,21			1,09
Résultat par action des activités destinées à être cédées ou arrêtées				
Résultat de base par action (<i>en euros</i>)	(0,12)			(0,02)
Résultat dilué par action (<i>en euros</i>)	(0,11)			(0,02)

Passage de l'état résumé du résultat global

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2012 retraité	IFRS 5	IAS 19 révisé	30 juin 2012 publié
RESULTAT DE LA PERIODE	23,4		0,5	22,9
Eléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat				
Réévaluations du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies	(12,1)		(12,1)	
Charge/produit d'impôt sur éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	3,9		3,9	
	(8,2)	0,0	(8,2)	
Eléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat				
Variation de la juste valeur des instruments de couverture	(0,1)			(0,1)
Variation des postes du bilan liée au cours de change de fin de période	7,5			7,5
Charge/produit d'impôt sur éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	(0,1)			(0,1)
	7,3		0,0	7,3
PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	(0,9)	0,0	(8,2)	7,3
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES AU TITRE DE LA PERIODE	22,5	0,0	(7,7)	30,2
Attribuable aux :				
- Propriétaires de la Société	22,0		(7,7)	29,7
- Participation ne donnant pas le contrôle	0,5			0,5
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES AU TITRE DE LA PERIODE	22,5	0,0	(7,7)	30,2

Passage de l'état de situation financière 2012 publié à retraité

ACTIF

<i>En millions d'euros</i>	31 déc. 2012 retraité	IAS 19 révisé	31 déc. 2012 publié
ACTIF NON COURANT			
Immobilisations incorporelles			
- Goodwill	269,7		269,7
- Autres immobilisations incorporelles	40,1		40,1
Immobilisations corporelles			
- Terrains	29,4		29,4
- Constructions	62,7		62,7
- Installations techniques, matériels industriels et autres immobilisations corporelles	189,4		189,4
- Immobilisations en cours	30,3		30,3
Actifs financiers non courants			
- Titres de participation	3,3		3,3
- Dérivés non courants	0,0		0,0
- Autres actifs financiers	7,0		7,0
Actifs non courants d'impôts			
- Impôts différés actifs	32,2	3,2	29,0
- Impôts courants part long terme	3,7		3,7
TOTAL ACTIF NON COURANT	667,8	3,2	664,6
ACTIF COURANT			
- Stocks	173,6		173,6
- Clients et comptes rattachés	112,3		112,3
- Autres créances d'exploitation	14,4		14,4
- Impôts courants court terme	7,6		7,6
- Autres actifs courants			
- Actifs financiers courants	7,0		7,0
- Dérivés courants	1,7		1,7
- Actifs financiers de placement			
- Trésorerie et équivalents de trésorerie	21,4		21,4
- Actifs détenus en vue de leur cession/arrêt	5,6		5,6
TOTAL ACTIF COURANT	343,6	0,0	343,6
TOTAL ACTIF	1 011,4	3,2	1 008,2

PASSIF

<i>En millions d'euros</i>	31 déc. 2012 retraité	IAS 19 révisé	31 déc. 2012
CAPITAUX PROPRES			
- Capital	40,7		40,7
- Réserves	467,3	(29,3)	496,6
- Résultat net de l'exercice	6,5	0,9	5,6
- Écarts de conversion	(25,8)		(25,8)
CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE MERSEN	488,7	(28,4)	517,1
- Participations ne donnant pas le contrôle	10,5		10,5
CAPITAUX PROPRES	499,2	(28,4)	527,6
PASSIF NON COURANT			
- Provisions non courantes	0,7		0,7
- Avantages du personnel	77,1	40,9	36,2
- Impôts différés passifs	19,7	(9,3)	29,0
- Emprunt à long et moyen terme	234,3		234,3
- Dérivés non courants	1,9		1,9
TOTAL PASSIF NON COURANT	333,7	31,6	302,1
PASSIF COURANT			
- Fournisseurs et comptes rattachés	60,5		60,5
- Autres passifs d'exploitation	58,7		58,7
- Provisions courantes	2,6		2,6
- Impôts courants court terme	6,8		6,8
- Passifs divers	2,1		2,1
- Autres passifs financiers courants	10,3		10,3
- Dérivés courants	0,7		0,7
- Comptes courants financiers			
- Concours bancaires courants	25,3		25,3
- Passifs associés aux actifs détenus en vue de leur cession/arrêt	11,5		11,5
TOTAL PASSIF COURANT	178,5		178,5
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	1 011,4	3,2	1 008,2

Passage du Tableau de flux de trésorerie

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2012 retraité	IFRS 5	IAS 19 révisé	30 juin 2012 publié
Résultat avant impôts	37,2	1,9	0,7	34,6
Amortissements	19,7	(0,1)		19,8
Dotations (reprises) de provisions	(0,5)	(0,1)	(0,7)	0,3
Résultat financier	6,5	0,0		6,5
Plus ou moins-value de cession d'actifs	0,0	0,0		
Autres	0,0	0,0		
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variation du BFR	62,9	1,7	0,0	61,2
Variation du besoin en fonds de roulement	(5,3)	2,5		(7,8)
Impôts sur le résultat payés	(13,7)	0,0		(13,7)
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles poursuivies	43,9	4,2	0,0	39,7
Flux de trésorerie opérationnels des activités arrêtées	(4,2)	(4,2)		
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles	39,7	0,0	0,0	39,7
Activités d'investissements				
Immobilisations incorporelles	(0,2)	0,0		(0,2)
Immobilisations corporelles	(16,5)	0,0		(16,5)
Actifs financiers	(0,9)	0,0		(0,9)
Variation de périmètre	(26,9)	0,0		(26,9)
Autres variations des flux des activités d'investissement	2,2	0,0		2,2
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements poursuivies	(42,3)	0,0		(42,3)
Flux de trésorerie d'investissement des activités arrêtées	0,0			
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements	(42,3)			(42,3)
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles et d'investissements	(2,6)			(2,6)
Dividendes nets versés aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle	(0,1)			(0,1)
Intérêts payés	(6,3)			(6,3)
Variation de l'endettement	(4,9)			(4,9)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	(11,3)			(11,3)
Variation de trésorerie	(13,9)			(13,9)
Trésorerie à l'ouverture	52,2			52,2
Trésorerie à la clôture	39,4			39,4
Variation de périmètre	(0,8)			(0,8)
Incidence des variations monétaires	(0,3)			(0,3)
VARIATION DE TRÉSORERIE	(13,9)			(13,9)

Note n° 3 Activités destinées à être cédées ou arrêtées

Activités du pôle Système et Matériaux Avancés

Fin 2012, le Groupe a décidé de céder de certaines activités non rentables provenant d'acquisitions réalisées au cours de ces dernières années, afin de se recentrer sur ses cœurs de métiers. Ces activités, présentes au sein du pôle Système et Matériaux Avancés, concernent :

- les équipements chaudronnés métalliques à destination du marché du nucléaire dont les perspectives de développement ont été profondément affectées par la catastrophe de Fukushima.
- les échangeurs à plaques métalliques et les agitateurs. Le Groupe constate que les plans initiaux de développement dans ces familles de produits n'ont pas pu être réalisés et que les synergies possibles, tant techniques que commerciales, avec les autres activités du pôle Système et Matériaux Avancés sont aujourd'hui très limitées.

Les activités en cours de cession concernent :

- la société Mersen Grésy France
- le site de Brignais (société Mersen France PY), situé en France

Par ailleurs, le groupe a décidé d'arrêter son activité et son plan de développement à destination du marché nucléaire au sein du site de Mersen-Xianda (Chine).

En conséquence, le groupe d'actifs concernés a été présenté et évalué en application de la norme IFRS 5 « actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

Compte tenu des modalités de cession envisagées :

- la trésorerie et l'endettement des actifs et passifs cédés ont été exclus des états financiers ci-dessous; par voie de conséquence, le coût de la dette a été exclu du compte de résultat,
- les entités font partie du groupe d'intégration fiscale française ; aucun impôt n'a été calculé sur ces sociétés pour leur résultat bénéficiant directement à la société mère.
- les pertes de valeur figurant dans le bilan concernent les actifs nets destinés à être cédés ou arrêtés ; elles ont été calculées en comparant la valeur nette de ces actifs et passifs à leur valeur de réalisation. Les pertes de valeur, auxquelles s'ajoutent les frais de cession s'élèvent en conséquence à 20 millions d'euros après impôts. Le produit d'impôt sur les pertes de cession a été calculé et est présenté dans le compte de résultat des activités destinés à être cédés.

Le 8 juillet 2013, Mersen a annoncé la cession de la société Mersen Grésy France au groupe Nawi.

Un gain d'impôt a été reconnu à hauteur de 2,7 millions d'euros.

Les pertes de valeur constatées à fin décembre 2012 restent inchangées.

Conformément à la norme, les actifs et passifs destinés à être cédés ou arrêtés sont présentés sur une ligne distincte du bilan du Groupe.

Bilan des activités destinées à être cédées ou arrêtées

ACTIF

En millions d'euros	30 juin 2013	31 déc. 2012
- Immobilisations financières	0,2	0,1
- Stocks	0,5	2,4
- Clients et comptes rattachés	5,3	4,1
- avances clients	(4,0)	(4,8)
- Autres créances d'exploitation	0,5	0,7
- Impôts différés	5,7	3,1
ACTIFS DÉTENUS EN VUE DE LEUR CESSION OU ARRÊT	8,2	5,6

PASSIF

En millions d'euros	30 juin 2013	31 déc. 2012
- Avantages du personnel	0,8	0,6
- Provisions non courantes	1,8	0,9
- Fournisseurs et comptes rattachés	2,5	4,8
- Autres passifs d'exploitation	2,3	1,8
- Provisions courantes	3,5	3,4
PASSIFS ASSOCIÉS AUX ACTIFS DÉTENUS EN VUE DE LEUR CESSION OU ARRÊT	10,9	11,5
ACTIF NET EN COURS DE CESSION OU ARRÊT	(2,7)	(5,9)

Compte de résultat des activités destinées à être cédées ou arrêtées

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité
Chiffre d'affaires	9,3	7,8
Coûts des produits vendus	(9,2)	(7,2)
Marge brute totale	0,1	0,6
Charges commerciales	(1,3)	(1,6)
Frais administratifs centraux et de recherche	(0,9)	(0,9)
Autres charges d'exploitation	(0,4)	(0,1)
Résultat opérationnel courant	(2,5)	(2,0)
Charges et produits non courants	(1,9)	(0,3)
Perte de cession/valeur	0,0	0,0
Résultat opérationnel	(4,4)	(2,3)
Résultat financier	0,0	0,0
Résultat courant avant impôt	(4,4)	(2,3)
Impôts courants et différés	2,7	0,0
Résultat net des activités cédées ou arrêtées	(1,7)	(2,3)

Note n° 4 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les *goodwills* s'élèvent à 269,4 millions d'euros au 30 juin 2013 en baisse de 0,3 million d'euros par rapport au 31 décembre 2012 liés aux effets du change.

Aucun écart d'acquisition n'est en attente d'affectation.

La baisse des immobilisations corporelles de 311,8 millions d'euros à 303,7 millions d'euros soit 8,1 millions d'euros est essentiellement liée à la constatation des amortissements à hauteur de 19,4 millions d'euros et à des investissements pour 11 millions d'euros.

Note n° 5 Test de perte de valeur des actifs

Des tests de perte de valeur pour chacune des unités génératrices de trésorerie ont été réalisés à l'occasion de la clôture 2012.

En application de la norme IAS 36, les tests ont été réalisés sur la base de la valeur d'utilité déterminée en appliquant la méthode des flux de trésorerie actualisés. Les principales hypothèses clés retenues sont les suivantes :

- Les flux de trésorerie à 5 ans basés sur le budget 2013 et des projections pour les 4 exercices suivants.
- Le coût moyen pondéré du capital utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs qui prend en compte à la fois une analyse des comparables et un calcul basé sur des paramètres de marché obtenus des analystes (béta) ou via Bloomberg (taux sans risque). Compte tenu de ces paramètres et d'une prime de risque de marché comprise entre 6.8 % et 7.8 %, le coût moyen du capital après impôts utilisé comme taux pour actualiser les flux futurs a été fixé à 8 % (8,5 % en 2011). Ce taux d'actualisation est appliqué sur l'ensemble des UGT. Il n'existe en effet pas d'éléments significatifs permettant de différencier un taux d'actualisation par UGT ;
- Le taux de croissance à l'infini de 2 % pour l'UGT Applications Électriques et de 3 % pour les UGT Protection Électrique, Équipements Anticorrosion et Hautes Températures. Les taux de croissance appliqués aux UGT s'expliquent par l'évolution des activités de ces UGT sur leurs marchés ; Les énergies renouvelables pour les Applications Électriques, Les Hautes Températures et les Équipements Anticorrosion ainsi que plus spécifiquement l'électronique pour la Protection Électrique, le transport pour les Applications Électriques et la chimie/pharmacie pour les Équipements Anticorrosion.
- Le taux d'impôt normatif de 34 %.

Un calcul de sensibilité au taux d'actualisation a été réalisé tel que la valeur recouvrable soit égale à la valeur comptable. Les taux d'actualisation obtenus sont de :

- environ 17 % pour l'UGT Applications Électriques ;
- environ 19 % pour l'UGT Protection Électrique ;
- environ 10 % pour l'UGT Équipements Anticorrosion et Hautes Températures.

Un test de sensibilité a été effectué en dégradant dans le premier cas le taux de croissance à l'infini de 1 point, et dans le deuxième cas en augmentant le taux d'actualisation après impôts de 1 point par rapport à l'hypothèse retenue, ceci dans chacune des UGT.

Un test de sensibilité a été effectué sur la base d'une baisse de 1 point du taux de résultat (Ebitda) de la valeur terminale.

La baisse des valeurs d'utilité consécutive à ces variations d'hypothèses ne remet pas en cause la valorisation des actifs immobilisés au bilan.

Aucun indice de perte de valeur n'a été identifié. Toutefois, les éventuels aléas liés à l'environnement économique apportent un risque d'incertitude dans l'élaboration des prévisions de flux de trésorerie utilisées dans les valorisations obtenues.

Les tests seront de nouveau effectués pour la clôture 2013.

Note n° 6 Capitaux propres

Composition du Capital Social

<i>En nombre d'actions (sauf mention contraire)</i>	Actions ordinaires
Nombre d'actions au 1 ^{er} janvier 2013	20 350 969
Augmentation de capital (<i>en millions d'euros</i>)	0,1
Nombre d'actions au 30 juin 2013	20 400 557
Nombre d'actions émises et entièrement libérées sur la période	49 588
Nombre d'actions émises et non entièrement libérées	0
Valeur nominale de l'action (<i>en euros</i>)	2
Actions de l'entité détenues par elle-même ou par ses filiales ou entités associées	267 744

Gestion du capital

Au 30 juin 2013, le capital social de la Société est de 40 801 114 euros, divisés en 20 400 557 actions de 2 euros nominal toutes de même catégorie. Le nombre de droits de vote est de 20 132 813, les titres auto-détenus étant dépourvus de droits de vote. Il n'existe pas de droits de vote doubles.

A notre connaissance, la répartition du capital au 30 juin 2013 était la suivante :

■ Institutionnels français :	49,0 %
■ Institutionnels autres pays :	30,5 %
■ Actionnaires individuels :	17,9 %
■ Actionnaires salariés :	1,4 %
■ Auto-détention :	1,3 %

Depuis le 1^{er} janvier 2013, certains actionnaires ont notifié les franchissements de seuils suivants :

- 2 janvier 2013 : BNP Paribas Asset Management au nom et pour le compte de Cam Gestion, Fundquest France et des entités de Fortis Investments intégrées dans BNP Paribas Investment Partners déclare détenir le 31 décembre 2012, 406 076 actions représentant 1,9954 % du capital et des droits de vote.
- 15 janvier 2013 : le Groupe Amundi (Amundi, Société Générale Gestion, Étoile Gestion et CPR Asset Management) déclare détenir 195 158 actions, ce qui représente une participation de 0,95 % du capital et des droits de vote.

- 27 février 2013 : BNP Paribas Asset Management au nom et pour le compte de Cam Gestion, Fundquest France et des entités de Fortis Investments intégrées dans BNP Paribas Investment Partners déclare détenir le 26 février 2013, 411 877 actions représentant 2,0239 % du capital et des droits de vote.

- 21 mars 2013 : Société Générale, pour le compte des FCP dont elle assure la gestion, déclare détenir 205 000 actions, représentant une participation de 1,004 % du capital et des droits de vote.

- 10 juin 2013 : Mondrian Investment Partners déclare détenir 1 000 427 actions représentant 4,92 % du capital et 3,59 % des droits de vote

- 24 juin 2013 : Norge Bank déclare avoir franchi le seuil de 3 % et détenir 618 505 actions, représentant 3,03 % du capital.

- 2 juillet 2013 : Mondrian Investment Partners déclare détenir 256 055 actions représentant 1,26 % du capital et 0,92 % des droits de vote.

Au 30 juin 2013, 67 744 actions, soit 0,3 % du capital, sont détenues dans le cadre d'un contrat de liquidités approuvé par l'Autorité des Marchés Financiers et confié à Exane en tant que prestataire de service indépendant.

Par ailleurs, la Société a acquis le 17 mai 2013, 200 000 actions en vue de leur annulation ultérieure. Cet achat de titres a été réalisé dans le cadre du programme de rachat d'action approuvé par l'assemblée générale du 16 mai 2013.

Au 30 juin 2013, les salariés du Groupe possèdent 249 940 actions, soit 1,4 % du capital auxquelles s'ajoutent 463 705 options de souscription qui représentent, si elles étaient totalement levées, 2,4 % du capital actuel. Les plans d'options mis en œuvre par le Groupe sont basés sur un prix d'exercice déterminé sans décote, la levée d'options étant soumise à des conditions d'exercice liées aux résultats futurs du Groupe. De ce fait, le Groupe s'assure d'une convergence d'intérêt entre ses actionnaires et ses managers.

Le Groupe a par ailleurs mis en œuvre une politique d'actions gratuites. L'attribution définitive des actions est conditionnée à la présence des bénéficiaires dans le Groupe en fin de période d'acquisition. Les attributions en faveur des membres du Directoire et des salariés dont le Directoire a considéré qu'ils contribuent significativement à la performance de la Société sont soumises à des conditions de performance. En revanche, le directoire n'a pas souhaité fixer des conditions de performance aux salariés qui, par leur fonction, contribuent moins directement aux résultats de la Société. Au 30 juin 2013, le nombre d'actions gratuites susceptibles d'être attribuées définitivement est de 243 988 actions nouvelles, représentant 1,2 % du capital actuel.

L'assemblée générale de la Société du 16 mai 2013, dans sa troisième résolution a décidé de distribuer un dividende de 0,45 euros par action. Aux termes de la quatrième résolution, l'assemblée générale a décidé d'offrir à chaque actionnaire la possibilité d'opter pour le paiement en actions nouvelles de la Société de la totalité du dividende afférent aux titres dont il est propriétaire. En date du 16 mai 2013, le Directoire a arrêté le prix des actions nouvelles à 15,48 euros. Par décision en date du 2 juillet 2013, le Directoire a pris acte qu'à l'issue de la période d'option, 13 766 205 droits ont été réinvestis en actions nouvelles de la Société et a décidé de procéder à l'émission de 402 057 actions nouvelles de 2 euros de nominal chacune.

Ni la Société, ni ses filiales ne sont soumises, en vertu de règles extérieures, à des exigences spécifiques en matière de capital.

Il n'existe pas de droit de vote double.

Au titre des paiements fondés sur des actions, un produit de 0,2 million d'euros a été reconnu dans le compte de résultat contre 1,0 million d'euros au 30 juin 2012. Le produit semestriel 2013 tient compte d'un produit de 1 million d'euros, le Groupe anticipant que les critères de performance permettant l'attribution définitive des actions des plans d'actions gratuites 2011 et 2012 ne seront pas totalement atteints.

Note n° 7 Provisions, passifs éventuels et passifs divers

En millions d'euro	30 juin 2013		31 déc. 2012	
	Non courant	Courant	Non courant	Courant
Provision pour restructuration	0,3	2,8	0,3	0,6
Provision pour litiges	0,2	0,2	0,2	1,5
Autres provisions	0,3	0,5	0,2	0,5
TOTAL	0,8	3,5	0,7	2,6

Les provisions s'élèvent à 4,3 millions d'euros au 30 juin 2013 (3,3 millions d'euros à fin décembre 2012) en augmentation de 1,0 million d'euros suite :

- au paiement de restructurations consécutives à la fermeture du site M. Schneider Allemagne,
- à la constitution d'une provision pour restructuration relative aux activités Protection Electrique et,
- au paiement de la provision pour litige relative à l'action intentée au Royaume-Uni devant le CAT par certains clients « opt-out » de la class-action US dans le domaine des balais, soldée en 2009. Une provision a été constituée en 2012 et la procédure civile est définitivement close consécutivement à l'accord conclu en janvier 2013.

Concernant les procédures civiles

Procédures civiles au Royaume-Uni

La procédure civile initiée devant le CAT en février 2011 par le groupe Deutsche Bahn, avec d'autres sociétés ferroviaires européennes, n'a pas connu de nouveaux développements sur le premier semestre 2013. La procédure reste à ce jour toujours suspendue à la décision de la Cour Suprême anglaise saisie en 2012 par la société Morgan Crucible.

Procédure administrative en France

En février 2013, la SNCF a initié une action à l'encontre des sociétés Morgan, SGL, Schunk et Mersen devant le Tribunal Administratif de Paris. La SNCF tente d'obtenir réparation d'un prétendu préjudice subi à la suite des pratiques sanctionnées en décembre 2003 par la Commission Européenne dans le domaine des balais pour moteurs électriques et des produits pour applications mécaniques. En juin 2013, la SNCF, cherchant à se prémunir contre une éventuelle décision d'incompétence du Tribunal Administratif, a initié une action devant le Tribunal de Commerce de Paris. Mersen rejette l'ensemble des allégations et demandes présentées par la SNCF.

Procédure judiciaire en France (accident de Gennevilliers du 7 avril 2010)

L'instruction pénale initiée à la suite du tragique accident survenu le 7 avril 2010 sur le site de Mersen à Gennevilliers est toujours en cours et n'a pas connu de développements significatifs sur le premier semestre 2013.

Sur la base des informations disponibles, les provisions nécessaires ont été constituées pour l'ensemble des litiges en cours identifiés.

Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont le Groupe a connaissance, qui soit en suspens ou dont il est menacé, susceptible d'avoir ou ayant eu, au cours des douze derniers mois, un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière et ses résultats.

Les passifs divers (11,7 millions d'euros au 30 juin 2013) comprennent les dividendes à verser suite à l'assemblée générale du 16 mai 2013 pour 9,1 millions d'euros et des dettes sur immobilisations corporelles.

Aucun autre passif éventuel significatif n'a été identifié à fin juin 2013.

Note n° 8 Avantages du personnel

Les principaux plans de retraite du groupe Mersen constituent des régimes à prestations définies et sont situés aux États-Unis (46 % des engagements), au Royaume-Uni (21 % des engagements), en France (15 % des engagements) et en Allemagne (10 % des engagements).

Dans le cadre de régime à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'obligation d'effectuer des versements supplémentaires en sus des cotisations déjà versées à un fonds, si ce dernier n'a pas

suffisamment d'actifs pour servir les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant la période en cours et les périodes antérieures. Pour ces régimes, les cotisations sont inscrites en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les engagements du Groupe ont été évalués, au 31 décembre 2012, avec l'aide d'actuaire indépendants et en application d'IAS 19. Les taux utilisés pour les principaux pays sont résumés ci-dessous :

2012	Taux d'actualisation	Taux de rendement des actifs	Taux moyen d'augmentation des salaires	Taux d'inflation
France	3,3 %	3,0 %/3,3 %	Entre 2,0 % et 6,25 %	2,0 %
Allemagne	3,3 %	Non applicable	2,5 %	2,0 %
États-Unis	3,8 %	6,75 %	« salaried employees » : 4 %	Non applicable
Royaume-Uni	4,4 %	5,1 %	3,1 %	2,0 % /2,8 %

Compte tenu de la variation des taux d'actualisation au 30 juin 2013, le Groupe a réévalué sa dette actuarielle en utilisant les sensibilités calculées par les actuaires au 31 décembre 2012.

Les taux d'actualisation pour évaluer la dette au 30 juin 2013 sont les suivants :

- France : 3,05 % (en baisse de 0,25 point)
- Allemagne : 3,05 % (en baisse de 0,25 point)
- États-Unis : 4,8 % (en hausse de 1 point)
- Royaume-Uni : 4,4 % (inchangé)

Les actifs ont été évalués à leur juste valeur au 30 juin 2013.

Rapprochement entre les actifs et les passifs comptabilisés

	30 juin 2013	31 déc. 2012 retraité
Dette actuarielle (engagement)	144,4	153,0
Valeur des actifs de couverture	(78,9)	(75,9)
PROVISION AVANT LIMITATION DES ACTIFS	65,5	77,1
Réserve de gestion du surplus		
PROVISION APRÈS LIMITATION DES ACTIFS	65,5	77,1

La charge (retraitée de la norme IAS 19 révisée) comptabilisée au 30 juin 2013 au titre de ces dispositifs est de 3,7 millions d'euros contre 3,8 millions d'euros en 2012.

Note n° 9 Endettement net

Ventilation par échéance des lignes de crédit et emprunts confirmés

(En millions d'euros)	Montant	Utilisation au 30 juin 2013	Taux d'utilisation au 30 juin 2013	Échéances		
				inférieur à 1 an	entre 1 et 5 ans	supérieur à 5 ans
Crédit syndiqué Groupe	157,3	17,5	11 %	0,0	157,3	0,0
Crédits bilatéraux Groupe	55,0	35,0	64 %	0,0	55,0	0,0
Crédit bilatéral USA	19,1	11,5	60 %	0,0	19,1	0,0
Crédits confirmés Chine	58,4	44,9	76 %	9,8	48,6	0,0
Placements privés américains 2003	6,1	6,1	100 %	3,1	3,0	0,0
Placements privés américains 2011	75,5	75,5	100 %	0,0	0,0	75,5
Obsaars	26,7	26,7	100 %	13,3	13,4	0,0
Autres	3,0	3,0	100 %	0,3	1,2	1,5
TOTAL	401,1	220,2	55 %	ÉCHÉANCE MOYENNE (ANNÉE) = 4,3		

Structure de l'endettement net total au 30 juin 2013

En millions d'euros	30 juin 2013	31 déc. 2012
Emprunts à long terme et moyen terme	217,2	234,3
Passifs financiers courants	12,8	10,3
Comptes courants financiers	0,8	0,0
Concours bancaires courants	41,1	25,3
ENDETTEMENT BRUT TOTAL	271,9	269,9
Actifs financiers courants	(9,5)	(7,0)
Actifs financiers de placement	0,0	0,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(19,6)	(21,4)
Trésorerie	(19,6)	(21,4)
ENDETTEMENT NET TOTAL	242,8	241,5

L'endettement net total consolidé s'élève fin juin 2013 s'élève à 242,8 millions d'euros contre 241,5 millions d'euros fin 2012.

Sur les 271,9 millions d'euros d'endettement brut total, 220,2 millions d'euros proviennent d'utilisation de crédits et emprunts confirmés, le solde étant principalement lié à l'utilisation de lignes non confirmées (découverts bancaires ou autres lignes).

Rapprochement entre les variations de l'endettement net au bilan et le tableau des flux de trésorerie

En millions d'euros	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité
Endettement N-1	241,5	239,5
Flux exploitation courante après impôts	(14,5)	(29,9)
Flux des restructurations	3,0	1,4
Flux nets des variations de périmètre	(0,7)	26,9
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles et d'investissement des activités poursuivies	(12,2)	(1,6)
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles et d'investissement des activités cédées ou arrêtées	6,4	4,2
Augmentation/Diminution de capital	3,8	0,0
Dividendes versés	0,4	0,1
Intérêts payés	5,6	6,3
Écart de conversion et divers	(0,2)	4,8
Variation de périmètre	0,1	0,7
Autres variations	(2,6)	1,2
ENDETTEMENT FIN JUIN N	242,8	255,2

Covenants financiers au 30 juin 2013

Au titre de ses différents emprunts confirmés Groupe et Chine, Mersen doit respecter un certain nombre d'obligations, usuelles dans ces types de contrat. En cas de non-respect de certaines d'entre elles, les banques ou les investisseurs (pour les placements privés américains) peuvent obliger Mersen à

rembourser par anticipation les emprunts concernés. Par le biais des clauses de défauts croisés, le remboursement anticipé sur un emprunt significatif peut entraîner l'obligation de rembourser immédiatement d'autres emprunts.

Mersen doit respecter les covenants financiers suivants au 30 juin et au 31 décembre de chaque année :

Covenants ^(a) financiers (comptes consolidés)

(En millions d'euros)	Endettement net/ Ebitda	Endettement net/ fonds propres	Ebitda/ intérêts nets
Ratios des covenants			
Crédit syndiqué Groupe	< 3,50	< 1,3	-
Placement privé américain 2003	< 3,35	< 1,3	> 3
Placement privé américain 2011	< 3,50	< 1,3	> 3
OBSAAR	-	< 1,35	-
Crédit syndiqué Chine		< 1,35	
Ratios constatés au 30 juin 2013			
Crédit syndiqué/Bilatéraux Groupe	2,33	0,47	
Placement privé américain 2003	2,27	0,47	9,26
Placement privé américain 2011	2,33	0,47	9,01
OBSAAR		0,49	
Crédit syndiqué Chine		0,47	
Ratios constatés au 31 décembre 2012			
Crédit syndiqué/Bilatéraux Groupe	2,07	0,45	-
Placement privé américain 2003	1,99	0,45	9,83
Placement privé américain 2011	2,07	0,45	9,46
OBSAAR		0,47	
Crédit syndiqué Chine		0,45	

(a) Méthode de calcul des covenants : conformément aux règles comptables, l'endettement net figurant dans les comptes utilise les cours de clôture pour calculer la contre-valeur en euros des dettes en monnaies étrangères. Pour le seul calcul du ratio « endettement net/ Ebitda », l'endettement net doit être recalculé au cours moyen euro/USD de la période en cas d'écart de plus de 5 % entre le cours moyen et le cours de clôture. Pour le calcul des covenants au 30 juin, l'Ebitda ou excédent brut d'exploitation est par convention l'Ebitda constaté sur les 6 premiers mois de l'année, multiplié par 2.

Il n'existe pas d'emprunts ni de dettes de montant significatif couverts par des sûretés réelles ou par des tiers au 30 juin 2013.

Ventilation par devise des tirages sur lignes de crédit et emprunts confirmés à long et moyen terme y compris la part à court terme au 30 juin 2013

Les créances et dettes liées à l'exploitation ont toutes une durée inférieure à un an ; la ventilation des dettes financières par échéance est donnée ci-dessous.

(En millions d'euros)	Total	< 1 an	> 1 et < 5 ans	> 5 ans
Emprunts en USD	55,8	3,1	14,5	38,2
Emprunts en EUR	99,0	13,3	48,4	37,3
Emprunts en GBP	20,5	0,3	18,7	1,5
Emprunts en RMB	44,9	9,8	35,1	0,0
TOTAL	220,2	26,5	116,7	77,0
Amortissement coût d'émission au TEG ^(a)	(1,5)			
Valorisation dérivés taux	0,1			
TOTAL	218,8			

(a) Taux Effectif Global.

Sur les 116,7 millions d'euros dont l'échéance est comprise entre 1 et 5 ans, 51,8 millions d'euros ont une maturité inférieure à 2 ans au 30 juin 2013.

Répartition de l'endettement net total au 30 Juin 2013

(En devises)	%	(En taux)	%
EUR	46,5	Fixe	64,6
USD	22,9	Variable	35,4
RMB	15,6		
GBP	14,7		
Autres	0,3		

(En millions d'euros)	Total	Dont échéance < 5 ans	Dont échéance > 5 ans
Dettes financières	271,9	196,3	75,5
Actifs financiers	(29,1)	(29,0)	0,0
Position nette avant gestion	242,8	167,3	75,5
Dettes à taux fixe	142,3	66,8	75,5
Position nette après gestion	100,5	100,5	0,0

À endettement et change constant par rapport au 30 juin 2013 et tenant compte des swaps en portefeuille, une augmentation de 100 points de base des taux variables augmenterait les charges financières annuelles de 1,0 million d'euros environ.

Note n° 10 Instruments financiers

Les tableaux suivants indiquent la juste valeur des actifs et passifs financiers, ainsi que leur valeur comptable au bilan :

Classement des instruments financiers évalués à la juste valeur selon le mode de détermination de leur juste valeur

30/06/2013	Catégories comptables					Total de la valeur nette comptable au bilan de la classe	Juste valeur de la classe
	Actifs/passifs désignés à la juste valeur	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Passif au coût amorti		
Titres de participation non cotés			3,3			3,3	3,3
Autres actifs financiers non courant et dérivés actifs	0,1			3,3		3,4	3,4
Actifs financiers non courants	0,1	0,0	3,3	3,3	0,0	6,7	6,7
Créances clients				124,0		124,0	124,0
Actifs financiers courants				9,5		9,5	9,5
Dérivés actifs courants	1,2					1,2	1,2
Actifs financiers de placement						0,0	0,0
Actifs financiers courants	1,2	0,0	0,0	9,5	0,0	10,7	10,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie				19,6		19,6	19,6
Emprunts bancaires					(217,2)	(217,2)	(224,9)
Comptes courants financiers					(0,8)	(0,8)	(0,8)
Concours bancaires courants					(41,1)	(41,1)	(41,1)
Dérivés passifs non courants et courants	(2,6)					(2,6)	(2,6)
Passifs financiers courants					(12,8)	(12,8)	(12,8)
Emprunts et dettes financières	(2,6)	0,0	0,0	0,0	(271,9)	(274,5)	(282,2)
Dettes fournisseurs					(58,7)	(58,7)	(58,7)
Valeur comptable par catégories	(1,3)	0,0	3,3	156,4	(330,6)	(172,2)	(179,9)

Classement des instruments financiers évalués à la juste valeur selon le mode de détermination de leur juste valeur

	Juste valeur de la classe au 30/06/2013	Cours cotés		Modèle interne avec paramètre observables	Modèle interne avec des paramètres non observables
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 2	Niveau 3
Titres de participation	3,3				3,3
Dérivés actifs	1,3			1,3	
Dérivés passifs	(2,6)			(2,6)	

31/12/2012	Catégories comptables					Total de la valeur nette comptable au bilan de la classe	Juste valeur de la classe
	Actifs/passifs désignés à la juste valeur	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Passif au coût amorti		
Titres de participation non cotés			3,3			3,3	3,3
Autres actifs financiers non courant et dérivés actifs				7,0		7,0	7,0
Actifs financiers non courants	0,0	0,0	3,3	7,0	0,0	10,3	10,3
Créances clients				112,3		112,3	112,3
Actifs financiers courants				7,0		7,0	7,0
dérivés actifs courants	1,7					1,7	1,7
Actifs financiers de placement						0,0	0,0
Actifs financiers courants	1,7	0,0	0,0	7,0	0,0	8,7	8,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie				21,4		21,4	21,4
Emprunts bancaires					(234,3)	(234,3)	(238,5)
Comptes courants financiers						0,0	0,0
Concours bancaires courants					(25,3)	(25,3)	(25,3)
Dérivés passifs non courants et courants	(2,6)					(2,6)	(2,6)
Passifs financiers courants					(10,3)	(10,3)	(10,3)
Emprunts et dettes financières	(2,6)	0,0	0,0	0,0	(269,9)	(272,5)	(276,7)
Dettes fournisseurs					(60,5)	(60,5)	(60,5)
Valeur comptable par catégories	(0,9)	0,0	3,3	147,7	(330,4)	(180,3)	(184,5)

Gestion des risques financiers

Risque crédit

Le Groupe a mis en place en 2003 un programme d'assurance-crédit commercial COFACE couvrant ses principales sociétés américaines et françaises pour les risques de non-paiement pour des motifs financiers ou politiques. En fonction des clients, les couvertures peuvent varier entre 0 et 90 % des créances facturées.

En 2009, ce programme a été étendu à l'Allemagne, au Royaume-Uni et en Chine (clients domestiques).

Des avenants de délégation aux contrats couvrant les créances françaises cédées en 2009 ont été signés au profit de l'agent d'affacturage.

Risque de taux, de change et de matières premières

Aucune évolution significative de la gestion des risques de taux de change et de matières premières n'est à noter depuis la clôture des comptes annuels au 31/12/2012.

Note n° 11 Autres charges et produits non courants

Les autres charges et produits non courants se décomposent de la manière suivante :

En millions d'euros	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité
Restructurations	(4,8)	(0,6)
Résultats antérieurs des entités nouvellement consolidées et frais d'acquisition	0,5	(0,5)
Autres	(0,1)	(1,2)
TOTAL	(4,4)	(2,3)

A fin juin 2013, les charges et produits non courants s'établissent à (4,4) millions d'euros et incluent pour l'essentiel des coûts de réorganisation des activités de Protection Electrique aux Etats-Unis et en France.

Note n° 12 Information sectorielle

En millions d'euros	Systèmes et Matériaux Avancés(SMA)			Systèmes et Composants Electriques (SCE)			Total des activités poursuivies			
	30 juin 13	30 juin 12 retraité	30 juin 12 publié	30 juin 13	30 juin 12 retraité	30 juin 12 publié	30 juin 13	30 juin 12 retraité	30 juin 12 publié	
Ventes externes	153,6	176,5	184,3	223,4	242,8	242,8	377,0	419,3	427,1	
Répartition du chiffre d'affaires	40,7 %	42,1 %	43,2 %	59,3 %	57,9 %	56,8 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	
Résultat opérationnel courant sectoriel	11,8	23,9	22,1	25,0	29,5	29,2	36,8	53,4	51,3	
Dépenses non allouées courantes							(6,2)	(6,5)	(6,9)	
Marge opérationnelle courante sectorielle*	7,7 %	13,6 %	12,0 %	11,2 %	12,1 %	12,0 %				
Résultat opérationnel courant des activités poursuivies							30,6	46,9	44,4	
Marge opérationnelle courante des activités poursuivies							8,1 %	11,2 %	10,4 %	
Charges et produits non courants sectoriels	(0,3)	(0,9)	(1,0)	(3,9)	(1,4)	(1,4)	(4,2)	(2,3)	(2,4)	
Amortissement des actifs incorporels réévalués	(0,3)	(0,3)	(0,3)	(0,3)	(0,1)	(0,1)	(0,6)	(0,4)	(0,4)	
Résultat opérationnel sectoriel	11,2	22,7	20,8	20,8	28,0	27,7	32,0	50,7	48,5	
Marge opérationnelle sectorielle*	7,3 %	12,9 %	11,3 %	9,3 %	11,5 %	11,4 %				
Marge EBITDA ⁽¹⁾	16,9 %	21,2 %	19,4 %	13,9 %	14,6 %	14,5 %	13,5 %	15,9 %	15,0 %	
							Dépenses non allouées non courantes	(0,2)	0,0	0,0
							Résultat opérationnel des activités poursuivies	25,6	44,2	41,6
							Marge opérationnelle des activités poursuivies	6,8 %	10,5 %	9,7 %
							Résultat financier	(5,6)	(6,6)	(6,6)
							Impôts courants et différés	(6,3)	(11,9)	(11,7)
							Résultat net des activités poursuivies	13,7	25,7	23,3

* Marge opérationnelle sectorielle = résultat opérationnel/ventes externes sectorielles.

(1) L'EBITDA du Groupe correspond au solde «résultat opérationnel courant sectoriel» auquel s'ajoute la dotation aux amortissements sectoriels

Les activités du Groupe ne sont pas soumises à des effets de saisonnalité notable.

Répartition des amortissements constatés par activité

En millions d'euros	30 juin 2013				30 juin 2012 retraité			
	SMA	SCE	Non alloué	Total	SMA	SCE	Non alloué	Total
TOTAL	(14,2)	(6,0)	(0,2)	(20,4)	(13,5)	(6,0)	(0,2)	(19,7)

Valeur comptable nette des actifs en fin de période par activité

<i>En millions d'euros</i>	SMA	SCE	Total au 30 juin 2013
Immobilisations nettes (hors participations)	405,1	213,8	618,9
Stocks	92,8	78,8	171,6
Clients et acomptes reçus	50,4	73,6	124,0
Autres créances d'exploitation	8,2	10,2	18,4
TOTAL DES ACTIFS SECTORIELS	556,5	376,4	932,9
Impôts différés actifs			34,8
Impôts courants part long terme			5,3
Impôts courants court terme			11
Autres actifs courants			0
Actifs financiers courants			9,5
Dérivés courants			1,2
Actifs financiers de placement			0
Trésorerie et équivalents de trésorerie			19,6
Actifs détenus en vue de leur cession/arrêt			8,2
TOTAL DES ACTIFS NON ALLOUÉS			89,6
TOTAL			1 022,5

Valeur comptable des passifs en fin de période par activité

<i>En millions d'euros</i>	SMA	SCE	Total au 30 juin 2013
Fournisseurs et acomptes payés	25,1	33,6	58,7
Autres passifs d'exploitation et passifs divers (dont dividendes)	36,1	36,8	72,9
Provisions non courantes et courantes	0,6	3,7	4,3
Avantages du personnel	25,1	40,4	65,5
TOTAL DES PASSIFS SECTORIELS	86,9	114,5	201,4
Impôts différés passifs			23,4
Emprunt à long et moyen terme			217,2
Dérivés non courants			1,1
Impôts courants court terme			8,6
Autres passifs financiers courants			12,8
Dérivés courants			1,5
Comptes courants financiers			0,8
Concours bancaires courants			41,1
Passifs associés aux actifs détenus en vue de leur cession/arrêt			10,9
TOTAL DES PASSIFS NON ALLOUÉS			317,4
TOTAL			518,8

Note n° 13 Charges de personnel et effectifs

Les frais de personnel du Groupe (incluant charges sociales, provisions pour retraite et indemnités de départ) s'élèvent à 123,4 millions d'euros en 2013 contre 134,1 millions d'euros en 2012.

Zone géographique	30 juin 2013		30 juin 2012 retraité	
		%		%
France	1 520	23 %	1 577	24 %
Europe hors France (+ Tunisie)	1 098	17 %	1 141	16 %
Amérique du Nord (+ Mexique)	1 943	29 %	2 102	30 %
Asie	1 708	26 %	1 820	26 %
Reste du monde	344	5 %	269	4 %
TOTAL	6 613	100 %	6 909	100 %

À périmètre constant, les effectifs diminuent d'environ 390 personnes.

Note n° 14 Impôts

En millions d'euros	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité
Impôts courants sur les bénéfices	(8,1)	(12,8)
Impôts différés d'exploitation	2,1	1,3
Impôts de distribution	(0,3)	(0,4)
Total impôts	(6,3)	(11,9)

Dans le Groupe, il existe :

- un groupe d'intégration fiscale en France ;
- un groupe d'intégration fiscale aux États-Unis ;
- deux groupes d'intégration fiscale en Allemagne.

Le taux d'impôt des activités poursuivies du Groupe est de 31,4 % à fin juin 2013 contre 33 % à fin 2012.

Explication de la charge d'impôt

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2013
Résultat net	12,0
Résultat des activités cédées/arrêtées	(1,7)
Résultat net des activités poursuivies	13,7
Charges (produits) d'impôts des activités poursuivies	(6,3)
TOTAL CHARGES (PRODUITS) D'IMPÔTS	(6,3)
RÉSULTAT TAXABLE	20,0
Taux d'impôt courant en France	36,1 %
(Charge) produit d'impôt théorique (résultat taxable x taux d'impôt courant en France)	(7,2)
Différence taux d'impôt France/ juridictions étrangères	0,4
Opérations imposées à taux réduit	
Différences permanentes	1,8
Effet de la limitation des impôts différés actifs	(1,3)
Autres	
(CHARGE) PRODUIT D'IMPÔT COMPTABILISÉ	(6,3)

Les montants d'actifs et de passifs d'impôts différés présentés au bilan sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2013	31 déc. 2012 retraité
Actifs d'impôt différé	34,8	32,2
Passifs d'impôt différé	(23,4)	(19,7)
Position nette	11,4	12,5

L'évolution des impôts différés à fin juin 2013 est détaillée ci-dessous :

<i>En millions d'euros</i>	31 déc. 2012 retraité	Résultat	Autres	Ecart de conversion	30 juin 2013
Provisions pour avantages du personnel	21,4	0,8	(3,9)	(0,1)	18,2
Amortissement des immobilisations	(27,1)	(0,3)	0,0	(0,1)	(27,5)
Provisions réglementées	(2,8)	0,1	0,0	0,0	(2,7)
Incidence des déficits	27,3	2,5	0,0	(0,1)	29,7
Pertes de valeur	0,2	0,0	0,0	0,0	0,2
Autres	(6,5)	(1,0)	0,4	0,6	(6,5)
IMPÔTS DIFFÉRÉS AU BILAN – POSITION NETTE	12,5	2,1	(3,5)	0,3	11,4

Note n° 15 Résultat par action

Le calcul des résultats de base et dilué par action est présenté ci-dessous :

Activités poursuivies et activités cédées	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité	30 juin 2012 publié
Résultat net pour le calcul du résultat de base par action (résultat net de l'exercice en millions d'euros)	11,5	23	22,5
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat de base par action	20 285 035	20 229 664	20 229 664
Effets des actions ordinaires dilutives : - options non exercées	707 693	756 245	756 245
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat dilué par action	20 992 728	20 985 909	20 985 909
Résultat de base par action (euros)	0,57	1,13	1,11
Résultat dilué par action (euros)	0,55	1,09	1,07

Activités poursuivies	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité	30 juin 2012 publié
Résultat net pour le calcul du résultat de base par action (résultat net de l'exercice en millions d'euros)	13,2	25,3	22,9
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat de base par action	20 285 035	20 229 664	20 229 664
Effets des actions ordinaires dilutives : - options non exercées	707 693	756 245	756 245
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat dilué par action	20 992 728	20 985 909	20 985 909
Résultat de base par action (euros)	0,65	1,25	1,13
Résultat dilué par action (euros)	0,63	1,21	1,09

Note n° 16 Dividendes

L'Assemblée Générale des actionnaires du 16 mai 2013 a décidé la distribution d'un dividende de 0,45 euro par action au titre de l'exercice 2012. Cette même assemblée a offert la possibilité aux actionnaires d'opter pour le paiement des dividendes en actions ou en espèces. Le Directoire du 2 juillet a pris acte du choix des actionnaires de réinvestir 13 766 205 droits en actions nouvelles ;

une augmentation de capital de 0,8 million d'euros et une prime d'émission de 5,4 millions d'euros (émission de 402 057 actions nouvelles) seront donc constatées en juillet 2013 et le Groupe procédera au versement en espèces de 2,8 millions d'euros au titre du dividende.

Note n° 17 Engagements hors bilan

Au 30 juin 2013, les engagements hors bilan sont sans changement matériel par rapport au 31 décembre 2012.

Note n° 18 Événements postérieurs à la clôture

Le 8 juillet 2013, le Groupe a annoncé la cession de son activité du site de Grésy-sur-Aix (Savoie, France), spécialisée dans la chaudronnerie nucléaire, au Groupe NAWI.

Note n° 19 Arrêté des comptes

Les états financiers consolidés intermédiaires du Groupe établis à la date du 30 juin 2013 ont été arrêtés par le Directoire dans sa séance du 28 août 2013.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2013

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Mersen S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

→ I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 2d et 2e de l'annexe aux comptes semestriels consolidés résumés qui exposent le changement de méthode comptable relatif à l'application depuis le 1^{er} janvier 2013 de la norme IAS 19 révisée – Avantages du personnel.

→ II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris La Défense, le 28 août 2013
KPMG Audit ID

Catherine Porta
Associée

Neuilly-sur-Seine, le 28 août 2013
Deloitte & Associés

Joël Assayah
Associé

4



ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 28 août 2013

Luc Themelin
Président du Directoire

5



Immeuble La Fayette
2, place des Vosges
92400 Courbevoie La Défense 5
France